



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

**Arrêté du 18 SEP. 2025** prorogeant l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024, modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 512-46-22 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE et les divers changements d'exploitants déclarés depuis ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 janvier 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé dans la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 sise à GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport inhérent à la visite d'inspection du 04 avril 2025 sur le site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courrier électronique du 22 juillet 2025 ;
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier électronique du 1<sup>er</sup> septembre 2025 ;

## **CONSIDÉRANT**

que la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 est autorisée, au titre de l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 susvisé, à exploiter un entrepôt doté de 4 cellules données en location à 4 locataires distincts sur la commune de GRAND-COURONNE ;

qu'un incendie est survenu le 16 janvier 2023 dans l'entrepôt précité ;

que la gestion et le traitement des déchets issus de cet incendie ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescriptions en date du 28 juillet 2023 vis-à-vis duquel le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CoDERST) de la Seine-Maritime a émis un avis favorable le 11 juillet 2023 ;

que le 15 novembre 2023, une reprise d'incendie a eu lieu en cellule n°1 sur des déchets contenant du lithium lors d'opérations de sécurisation et de démontage de bardage ;

que dès lors, l'inspection des installations classées a interdit tous travaux dans cette cellule jusqu'à ce que lui soit remis un protocole de gestion et de traitement spécifique des déchets contenant du lithium, non transmis à ce jour ;

que la société BOLLORE LOGISTICS, locataire de la cellule n°1, a signé un ordre de service pour la réalisation de ce protocole de gestion auprès de la société SECHE ENVIRONNEMENT ;

que le début des travaux de caractérisation des déchets au lithium de la cellule n°1 devant mener à l'élaboration du protocole précité a débuté le 21 février 2024 pour se terminer, selon l'ordre de service, en mars 2024 ;

que l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé tient compte de ces éléments en prorogeant une première fois diverses échéances fixées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé ;

que les travaux d'évacuation des débris calcinés de l'incendie présents dans la cellule n°1 ont effectivement débuté le 5 mars 2025 ;

qu'au cours de la visite d'inspection du 4 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté le bon déroulé du chantier d'évacuation de ces débris comportant les batteries au lithium ;

que durant cette visite, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection que la quantité de déchets à traiter avait été sous-estimée (nouvelle estimation 3 à 4 fois supérieure) et qu'en conséquence un retard de plusieurs semaines dans le traitement de l'intégralité de la cellule était à prévoir, pour une fin de chantier prévue courant de semaine 28 ;

qu'un délai supplémentaire apparaît nécessaire pour réaliser l'achèvement final des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023, toutes cellules confondues ;

que par conséquent, un délai supplémentaire est nécessaire pour la fourniture des mémoires et rapports découlant de l'achèvement de ces travaux ;

que les difficultés rencontrées par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 et son locataire BOLLORE LOGISTICS (temps pour la consultation de nouveaux prestataires compétents et temps nécessaire à l'entente financière) pour le traitement desdits déchets de la cellule n°1 issus de l'incendie justifient de proroger l'échéance de fin des travaux définie par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié ;

que l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé prévoyait la remise à l'inspection des installations classées d'un mémoire technique de l'entreprise retenue, comme jalon intermédiaire à l'échéance de fin des travaux de déconstruction et de gestion des déblais ;

que les déchets issus de l'incendie restant représentent une difficulté de traitement moindre que les déchets de lithium de la cellule n°1 et qu'en conséquence un bon de commande relatif aux travaux de déconstruction et de gestion des déblais apparaît suffisant pour acter l'avancée du chantier ;

que dans ses observations formulées par courrier électronique du 1<sup>er</sup> septembre 2025, l'exploitant a estimé la date du 15 octobre 2025 comme l'échéance minimale pour fournir un bon de commande relatif aux travaux de déconstruction et de gestion des déblais ;

qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 512-46-22 du code de l'environnement pour modifier les prescriptions

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 décembre 2025**. **Un bon de commande relatif aux travaux de déconstruction et de gestion des déblais est remis à l'inspection des installations classées avant le 15 octobre 2025.**

La date limite de transmission d'un mémoire de fin de travaux visé à l'article 1.10, listant notamment les justificatifs de traitements des déchets générés pour le traitement de la zone sinistrée, est portée du 30 juin 2024 au **31 mars 2026**.

La date limite de transmission d'un rapport de diagnostic des sols et des sous-sols au droit de la zone sinistrée fixée à l'article 1.11.1 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 mars 2026**.

La date limite de transmission d'un plan de gestion des pollutions de la zone sinistrée, accompagné, suivant les conclusions du schéma conceptuel, d'une interprétation de l'état des milieux (IEM), fixée à l'article 1.11.2 du Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **30 juin 2026**. »

### Article 2

Les délais des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé sont prorogés comme suit :

« Il est ajouté un article 1.12 au Titre 1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, rédigé comme suit :

#### **« ARTICLE 1.12 – MÉMOIRE DE FIN DE TRAVAUX FINAL**

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un mémoire d'achèvement des travaux de réhabilitation visés au plan de gestion **avant le 30 septembre 2027** comportant a minima :

- la description des différentes opérations menées ;
- les documents justifiant de l'élimination des déchets et les bordereaux de suivi associés ;
- une analyse des risques résiduels après travaux, permettant de confirmer la compatibilité sanitaire entre l'état du site après travaux et les usages futurs ;
- des propositions de restrictions d'usage. » »

### Article 3 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cet arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

#### **Article 4 – Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de GRAND-COURONNE, et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de GRAND-COURONNE pendant une durée minimum d'un mois. La maire de GRAND-COURONNE fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 2 mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 5 – Notifications**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de GRAND-COURONNE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, et le directeur de l'agence régionale de santé de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à ROUEN, le

**18 SEP. 2025**

Le préfet,  
*[Signature]*  
Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**Zoheir BOUAOUICHE**